

Au moins 20 morts à Kinshasa, tirs en province

Congo-Kinshasa La Belgique "réexamine" dès à présent ses relations avec Kinshasa.

Conformément au plan d'action de la société civile, un concert de sifflets, casseroles et tambours a accueilli, lundi dans la nuit, la fin du dernier mandat légal du président Kabila dans les quartiers populaires de Kinshasa et Lubumbashi (Katanga). Les protestataires ont été dispersés de force par la police et des dizaines ont été arrêtés.

Vers minuit, l'annonce d'un nouveau gouvernement (voir ci-dessous) a été accueillie par l'opposition comme "un pied de nez aux évêques" qui tentent une médiation pour trouver un consensus sur une transition avant un scrutin présidentiel. Mais pour la Conférence des évêques, les négociations se poursuivront quand même ce mercredi.

"Résister pacifiquement"

Dans la nuit, le vieil opposant Etienne Tshisekedi a diffusé par vidéo, sur YouTube, un appel à "résister pacifiquement" à l'autorité "illégal et illégitime de Joseph Kabila", qu'il accuse de "haute trahison" pour avoir violé "intentionnellement la Constitution". Le Rassemblement d'opposition qu'il préside poursuivra néanmoins les négociations parrainées par les évêques.

Le nouveau Premier ministre Samy Badianga a eu beau, dès lors, appeler la population "au calme" et les forces de l'ordre "à la retenue", il n'a été entendu ni de l'une, ni des autres. Mardi après-midi, en effet, le bureau des droits de l'homme de l'Onu signalait à Reuters au moins "20 civils tués lors de confrontations avec les for-

ces de sécurité à Kinshasa". Un habitant de Barumbu nous a indiqué avoir entendu des coups de feu "presque continuellement de 8h30 à 11h" mardi. De son côté, l'ONG Human Rights Watch rapporte des rafles de jeunes chez eux par la garde présidentielle.

En province aussi

Répression des protestations aussi en province où des tirs nourris ont été entendus toute la matinée à Lubumbashi (Katanga) et où on signale des morts. Des manifestants – célébrant l'ex-gouverneur devenu opposant, Moïse Katumbi – auraient incendié des bureaux officiels dans les quartiers de Katia et Matshipisha. Plusieurs bâtiments étaient en feu aussi à la Katiba. Les manifestants auraient installé des barrages de pneus en feu à la Kenya et Kisanga. Les affiches de Joseph Kabila auraient été détruites boulevard M'Siri. On signale aussi des pillages.

A Goma (Nord-Kivu) onze opposants ont été arrêtés alors qu'ils marchaient dans le centre. Des affrontements auraient eu lieu à Boma (Kongo central). A Kananga (Kasaï), une panique a été déclenchée par une nouvelle attaque attribuée aux miliciens du chef Kamwina Nsapu, en révolte contre le régime.

A Bruxelles, les ministres des Affaires étrangères et de la Coopération, Didier Reynders et Alexander De Croo, préviennent qu'"en l'absence d'un accord inclusif, les relations entre la Belgique et la République démocratique du Congo seront dès à présent réexaminées. La plus grande circonspection sera de mise pour tout nouvel engagement avec les autorités en place."

MFC

**"En l'absence
d'un accord
inclusif,
les relations entre
la Belgique
et la RDCongo
seront
dès à présent
réexaminées."**

**DIDIER REYNDERS ET
ALEXANDER DE CROO**
Communiqué de presse du
20 décembre 2016.

Beaucoup d'inconnus, dirigés par un Belge

■ Pour satisfaire les appétits de tous ceux qui ont accepté le maintien de Joseph Kabila, le nouveau gouvernement compte... 67 membres !

C'est lundi juste avant minuit, fin du mandat de Joseph Kabila, qu'un nouveau gouvernement congolais a été annoncé à Kinshasa. Il est le résultat de l'accord du 18 octobre, qui a conclu le bien mal nommé "*Dialogue national inclusif*", par lequel des personnes issues d'une minorité de l'opposition accèdent à des postes en échange de leur acceptation du maintien du président sortant, en dépit de la Constitution.

Ce nouveau gouvernement est présidé par Samy Badibanga,

transfuge de l'UDPS (le parti d'Etienne Tshisekedi) en délicatesse avec le régime jusqu'il y a peu et... belge. Naturalisé en 2002, il a fait annoncer à Kinshasa avoir renoncé à sa nationalité belge le 24 novembre dernier devant le ministre sortant de la Justice, Alexis Thambwé. La Constitution du Congo interdit en effet de détenir une autre nationalité que la congolaise, sous peine de perdre celle-ci. Or, la renonciation de M. Badibanga devant une autorité congolaise n'a aucune valeur légale : selon le site du Service public fédéral belge des Affaires étrangères, il devait le faire soit devant sa commune en Belgique, soit auprès du poste consulaire où il est inscrit à l'étranger.

Arrêté à Bruxelles pour trafic de faux francs CFA

Son gouvernement devant satisfaire beaucoup d'appétits, il comporte 67 membres – contre 47 pour le précédent. On note la disparition de quelques figures connues comme Evariste Boshab (ministre de l'Intérieur sortant; objet de sanctions américaines), Kin Kiey (Relations avec le Parlement) ou Raymond Tshibanda (Affaires étrangères). Seuls sept ministres sortants gardent leur portefeuille, quelques-uns changent d'affectation et beaucoup d'inconnus font leur entrée – ce qui permet de relativiser la représentativité des opposants ayant signé l'accord du 18 octobre.

Chez les nouveaux, on note Willy Mishiki, nommé vice-ministre à l'Energie et Ressources hydrauliques, qui avait été arrêté en juin 2002 à Bruxelles pour trafic de faux francs CFA et libéré en septembre 2003 sous caution de 7 500 euros. Et, à la Santé, le Dr Ilunga Kalenga, administrateur-délégué des Cliniques de l'Europe à Bruxelles qui soigna Tshisekedi selon Top Congo.

Marie-France Cros